



**HAL**  
open science

“ Les citoyens ordinaires face aux discours de l’énergie :  
l’appropriation d’un problème public ”

Jérémy Bouillet

► To cite this version:

Jérémy Bouillet. “ Les citoyens ordinaires face aux discours de l’énergie : l’appropriation d’un problème public ”. *La transition énergétique: vrais enjeux, faux départs?*, 9, pp.02001, 2014, 10.1051/shsconf/20140902001 . hal-04628479

**HAL Id: hal-04628479**

**<https://hal.science/hal-04628479v1>**

Submitted on 28 Jun 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

## « Les citoyens ordinaires face aux discours de l'énergie : l'appropriation d'un problème public »/“Ordinary citizens in front of energy narratives: How public issues are integrated”

Jérémy Bouillet<sup>a</sup>

UMR Pacte de Grenoble & EDF R&D, Groupe de Recherche Énergie, Technologie et Société à Paris, K003 – 1 Av. du général de Gaulle, 92141 Clamart, France

**Résumé.** L'opinion publique sondée dans les grandes enquêtes témoigne de l'écart entre « pétitions de principe » et réalité au quotidien sur les questions d'énergie et d'environnement. Ce travail propose une explication de la manière dont les « citoyens ordinaires » intègrent des parties de discours sur les questions énergétiques, les ré-agencent et les prennent en compte ou non dans leur vie quotidienne, dans un jeu croisé de contraintes et de contradictions. Il exploite deux jeux de données liés à des forums en ligne organisés, l'un pendant la campagne présidentielle de 2012, moment politique par excellence, et l'autre au cours d'un moment de moindre politisation dans une région énergétiquement vulnérable : PACA. Un des intérêts de ces forums est de proposer aux enquêtés des scènes d'expression dont la publicité varie, faisant ainsi apparaître des écarts entre les principes défendus en « public » montrant ce que la norme doit être, et les pratiques routinières décrites en « privé » : de même ils permettent de faire apparaître des degrés de conflictualité liés aux divers aspects des enjeux énergétiques.

**Abstract.** Public opinion polled through surveys highlights the discrepancy between “statements of principle” and everyday life reality on energy and environmental questions. This work proposes an explanation on how “ordinary citizens” acknowledge parts of the narratives related to energy, reorganize them and incorporate them in their everyday life and its shared games of constraints and contradictions. It is based on the data of two online forums organized during the 2012 French presidential election for the first and during a lower politicized moment in an energetically vulnerable region: Provence-Alpes-Côte d'Azur, for the second. One of the main interests of these forums was to put the interviewed into different scenes whose degree of publicity varied, hence showing differences between the principles defended in “public” -stating what the social norms should be-, and routines described in “private”. The forums also allowed to express and thus measure the degree of conflict involved in the different aspects of energy problems.

### 1. Une approche par la norme sociale

Selon un récent sondage IPSOS, 82 % des Français estiment important la tenue d'un débat sur l'énergie en France ; dans le même temps, ils sont 79 % à ne pas avoir entendu parler du débat national sur la transition énergétique. Ils sont 91 % à avoir une bonne image des EnR et 92 % à souhaiter leur

---

<sup>a</sup>e-mail : [jeremy.bouillet@sciencespo-grenoble.fr](mailto:jeremy.bouillet@sciencespo-grenoble.fr)

développement ; dans le même temps, 62 % ne souhaitent pas en installer chez eux à moyen terme<sup>b</sup>. Les rapports d'analyse des instituts de sondage concluent donc souvent : « les Français souffrent d'un déficit d'information ». Et les acteurs publics développent ainsi des politiques publiques « orthopédiques », comme s'il suffisait d'apporter la « bonne » information ou la connaissance des « bons » gestes pour qu'un citoyen compétent, actif (et fictif) s'en empare et ajuste ses pratiques. Au mieux, l'enjeu de la transition énergétique et, plus généralement, ceux de l'environnement sont ainsi rabattus sur un défaut d'information dont la résolution permettrait à des citoyens pensés comme ignorants de monter en compétence. Au pire, l'individu est alors perçu comme incapable de comprendre et résoudre les problèmes posés par ces enjeux.

Doit-on en conclure que les individus se tiennent éloignés d'enjeux énergétiques parfois jugés trop complexes et que seul un effort pédagogique permettrait à long terme de les intégrer réellement à la transition énergétique ? Ou, adhérant à une conception lippmanienne du citoyen, qu'il faut le mettre de côté, pour lui imposer des solutions élaborées par les seuls experts du problème et les représentants des pouvoirs publics ?

Nous faisons l'hypothèse que cet écart, illustré par les enquêtes d'opinion, entre les dimensions cognitives, conatives et affectives des individus – pour reprendre une tripartition classique de la psychologie sociale – illustre avant tout les limites d'une conception essentiellement instrumentale de la rationalité des individus. Elle met également en avant les défauts d'une perception « fixiste » ou mentaliste de l'opinion conçue comme l'expression d'un moi profond qu'il conviendrait simplement de savoir faire advenir correctement par la bonne mesure de dispositifs de sondage efficaces<sup>c</sup>. Car à bien des égards, l'écart illustre les principes d'ambivalence et de réponse mis en lumière par John Zaller en matière d'opinion [31] : le premier postule que les individus peuvent développer des points de vue contradictoires et non homogènes (dans une certaine mesure) ; le second, que tout facteur susceptible d'agir immédiatement sur la réponse peut avoir une influence (le point de vue d'un individu se construit aussi sur les éléments accessibles par la mémoire ou l'environnement au moment où il est émis).

Or, en matière d'énergie, ces principes sont d'autant plus valables que la figure de l'individu est composite. Celle du citoyen cohabite ainsi dans le même temps avec celle du consommateur, qui elle-même se différencie de celle de l'utilisateur. L'individu aborde donc les enjeux énergétiques en étant soumis aux impératifs contradictoires de ces trois figures. Les récentes évolutions du secteur de l'énergie [25] (dérégulation du marché, nouvelles réglementations thermiques, développement des certificats d'économies d'énergie, etc.), de même la reconfiguration du problème énergétique dans l'espace public (internationalisation et développement des arènes de concertation comme le Grenelle de l'environnement [7] ou débat national sur la transition énergétique) ont toutefois eu tendance à laisser de côté la dimension de l'utilisateur pour consacrer celle du « consommateur-citoyen » agissant pour une « consommation durable » [10] ; l'individu n'en est pas moins assujéti à des injonctions paradoxales.

D'autre part, ces trois figures ne sont pas réductibles à l'individu atomiste. Celui-ci s'insère dans un collectif ; ou plutôt, il est inscrit dans un « équilibre nous-je » [14]. Plutôt que d'opposer conceptuellement individu et collectif, nous pouvons donc considérer qu'il existe un continuum de degré de publicité des scènes de prise de parole. À un extrême, la parole est ainsi publique et l'individu s'exprime, par exemple, non en propre, mais *en tant que* porte-parole. À l'autre, suivant la description du processus de civilisation décrit par Elias comme apprentissage de la subjectivité, les scènes de moindre publicité sont celles où la tyrannie du groupe est restreinte, et où l'individu peut limiter les effets du facteur de conformité cher à Stoetzel [29] ou de la spirale du silence décrite par Noëlle-Neumann [24]<sup>d</sup>.

<sup>b</sup> <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2013-01-17-francais-et-energies-renouvelables>

<sup>c</sup> Perception que l'on retrouve notamment dans la manière dont Jean Stoetzel pense l'opinion privée comme une opinion réellement personnelle et dépourvue des contraintes liées à l'interaction sociale ou au collectif [29].

<sup>d</sup> Nous ne détaillons pas ici ces éléments mais nous pouvons l'illustrer par la remarque d'Alfred Sauvy : « Au bistrot une personne seule commandera peut-être un thé. Mais en groupe, tout le monde prendra une bière. L'interaction sociale aboutit à une décision collective. »

La différence de « publicité » témoigne également de la force diverse des dimensions normatives des trois figures de l'usager, du consommateur et du citoyen. Il existe ainsi des attentes normatives sur ce qu'un « bon citoyen » doit être, mises en scène *en public* ; mais parfois partiellement intériorisées *en privé* et donc seulement partiellement performées. Or, en tant qu'entreprise collective, la transition énergétique est porteuse de normes dont les individus ont conscience publiquement, qu'ils respectent parfois, mais avec lesquelles ils prennent leurs distances à d'autres moments.

Tirailé entre, d'une part, les figures contradictoires qui coexistent en lui (citoyen, usager, consommateur) et, d'autre part, entre un ordre moral plutôt public et un ordre des pratiques plutôt privé, quelle place le « citoyen ordinaire » peut-il avoir dans la transition énergétique ?

Ce travail cherche d'abord à montrer que sans être un expert en matière d'énergie, il est doté de savoirs et de savoir-faire acquis par l'expérience directe comme par la discussion : ni incompetents, ni surcompétents, les individus interrogés (re)produisent des récits construits sur et de l'énergie. Émergent des discours relativement bien articulés en lien avec les problèmes énergétiques et environnementaux discutés dans l'espace public. Par ailleurs, ce « citoyen ordinaire » développe une conscience des dimensions normatives des enjeux et il affine la perception de son rôle dans la cité morale [5]. Une des difficultés qu'il rencontre réside toutefois dans la manière de joindre ce qui relève d'un registre de la morale et ce qui répond à un registre pratique, au quotidien. Le degré de publicité de la scène d'expression est alors un bon indicateur de l'intégration des normes sociales relatives à l'énergie, et de la volonté des individus de mettre en congruence morale et pratique.

Réintroduire le concept de norme sociale dans la problématique de l'énergie permet ainsi de sortir du constat de l'individu sous-informé, voire incompetent, et en évitant la réduction de l'opinion à « l'opinion sondée » [32], d'observer la distribution et la force des croyances pour anticiper certaines pratiques. Toutefois, plutôt que de nous intéresser à la mise en circulation des normes et au processus de sélection concurrentiel [2, 20] à travers l'étude de la statistique publique, de la communication d'État ou des discours médiatiques, c'est un regard sur l'appropriation d'un problème public par les individus qui est ici valorisé. Ce travail est ainsi construit sur deux jeux de données tirés de forums en ligne ; le premier ayant eu lieu durant la campagne présidentielle de 2012 (BBOL Présidentielle), l'autre, début 2013 en région PACA (BBOL Paca). La présentation du fonctionnement du BBOL fait l'objet de la première partie (1). La deuxième détaille la nature des récits de l'énergie développés par les individus interrogés et leur ancrage social (2), tandis que la troisième met l'accent sur le rôle de la scène d'expression sur ces discours et sur la place des interactions (3).

## 2. La présentation du dispositif d'enquête

Le *Bulletin Board Online* (BBOL) est une tentative d'embarquer les citoyens de la Cité dans une « communauté virtuelle » temporaire afin de les faire parler de leurs pratiques et représentations sociales ou politiques, pour reprendre les suggestions de Serge Proulx [27]. Physiquement, il s'agit d'une plateforme en ligne de type « forum » dont l'accès est restreint. Les individus amenés à intervenir sont recrutés en amont selon des critères prédéfinis<sup>e</sup> ; ils disposent d'identifiants qui permettent leur reconnaissance. En amont, et en lien avec les chercheurs, l'enquêteur poste des sujets amenant une réponse dans la journée ; des relances en intension comme en extension sont faites. Le fonctionnement est donc à mi-chemin entre un entretien semi-directif et un *focus group*, à ceci près que le BBOL est entièrement *online*, posant des problèmes d'asynchronie et de diversité qualitative de la réponse dont il est nécessaire

---

<sup>e</sup> Dans le cas du BBOL Présidentielle, ils ont été recrutés depuis un *access panel online* selon des critères de diversité classiques (CSP, âge, sexe, région, etc.) et suite à l'administration d'un questionnaire permettant de repérer leurs attitudes politiques. Dans celui du BBOL Paca, ils ont été mobilisés suite à une enquête quantitative par téléphone (CATI) en région Paca, et après accord pour participer. Quoique non représentatifs au sens statistique, des critères de diversité qualitative leur ont été également appliqués, de même qu'une ventilation en fonction de leurs valeurs sur l'énergie et l'environnement.

de tenir compte. En aval, les enquêtés voient les sujets postés par jour, et sont incités à y répondre ou à revenir préciser leur point de vue après relance de l'enquêteur. La plasticité du forum permet d'inclure des textes (articles de presse ou reportages par exemple), des sons ou des vidéos. Le dispositif permet d'être à la fois réactif et interactif, tout en autorisant un suivi de moyen terme<sup>f</sup>.

Dans le cas du BBOL Présidentielle, vingt-six enquêtés ont été recrutés initialement au niveau national ; huit ont abandonné l'expérience, coûteuse en temps. La diversité sociologique a cependant été préservée ; et la mobilisation des répondants est restée bonne, ces derniers nous ayant du reste fait part de leur intérêt, voire de leur souhait de poursuivre l'expérience. La campagne présidentielle pouvant, à bien des égards, être considérée comme un dispositif de communication persuasive où chaque compétiteur s'affronte pour proposer/imposer sa perception du monde et sa hiérarchie des enjeux [18], le dispositif BBOL a été conçu pour être sensible aux récits en compétition dans le débat public, à l'activité argumentative développée [26] et à son évolution dans le temps. Rompant avec la tradition du vote selon les appartenances sociales ou politiques des écoles de Columbia ou de Michigan, il s'agissait moins de penser un citoyen votant par habitude qu'en fonction de sa capacité à réagir à l'offre électorale et au caractère public des problèmes [11]. Dans ce contexte de forte politisation, le dispositif permettait donc de mettre à l'épreuve les compétences politiques, de mesurer les capacités argumentatives des individus sur les récits de campagne et de tester leur alignement avec des compétences discursives ou linguistiques. Embrassant les apports du « tournant délibératif » [4, 12], il s'agissait donc moins de considérer la compétence politique comme une faculté individuelle performative à reconnaître le caractère politique d'une question et à la traiter [6] qu'une capacité à parler en public, gérer le dissensus, tenir la scène, monter en généralité, etc. [30] *en situation et potentiellement collective*. Pour reprendre la formule de Goffman : « *Ainsi donc, non pas les hommes et leurs moments ; mais plutôt les moments et leurs hommes.* » [19]

Questionner des répondants durant une campagne (présidentielle de surcroît), c'est enquêter sur un moment d'attention politique fort. Et, même si les enjeux énergétiques sont demeurés sous-thématisés au regard d'autres questions lors de la campagne présidentielle, ils ont fait l'objet d'un traitement public saillant à la faveur d'un cycle médiatique soutenu [8] et d'une certaine cristallisation partisane [7] – à la différence du traitement consensuel du Pacte écologique de 2007 notamment. Par exemple, le consensus moindre sur la question nucléaire ou les tarifs sociaux de l'énergie ont donné lieu à des recodages partisans clivants en termes de *politics* (soutenir ou non la filière nucléaire) comme de *policies* (le « feuilletton » de l'alliance PS-EELV). Ces éléments ont concouru à la structuration des enjeux énergétiques sous forme de récits au sens aristotélicien du terme, c'est-à-dire avec son intrigue (et la séquentialité ordonnée d'un certain nombre d'événements qui composent alors une histoire) et son action (la représentation d'une action politique, et les acteurs qui la portent) [9]. Les enquêtés ont donc pu faire part de leur compréhension personnelle de ces enjeux en produisant leurs propres récits, en s'accordant (ou non) sur les acteurs majeurs ou mineurs, les éléments marquants de l'histoire, etc.

Dans le cas du BBOL réalisé en région PACA, l'objectif était de reproduire l'expérience dans le cadre d'un moment politiquement plus « froid », en régime de routine, neutralisant ainsi les effets de mise en scène, voire de surchauffe symbolique liée à « l'exception présidentielle ». Pour que les enjeux énergétiques soient néanmoins présents dans le débat public, le choix a été fait de délaisser l'échantillon national pour un échantillon régional dont les problématiques locales étaient déjà en partie structurées. Couramment étiquetée « péninsule électrique », la région PACA présente des déséquilibres énergétiques importants : elle ne produit que 10 % de sa consommation d'énergie dont 95 % par les deux seules ressources que sont l'énergie hydraulique et le bois [23]. Par ailleurs, en lien direct avec sa géographie et à sa démographie, le réseau de distribution électrique dessert un littoral et une moitié ouest très

---

<sup>f</sup> Le BBOL Présidentielle s'est ainsi déroulé en trois sessions d'interrogation entre novembre 2011 et avril 2012, sollicitant les enquêtés pendant quinze jours pleins sur six mois. Tous n'ont cependant pas été consacrés à aborder des questions d'énergie et d'environnement car s'inscrivant dans le cadre plus large de la compétition présidentielle.

consommateurs et présente des fragilités structurelles significatives dans son arrière-pays et sa moitié est. Concrètement, l’approvisionnement des grandes métropoles que sont Marseille, Nice et Toulon dépend d’une unique ligne à haute tension, et le Var et les Alpes-Maritimes présentent une situation d’insécurité électrique dont les effets se font fréquemment sentir (coupures, baisses d’intensité, etc.). Un plan d’actions groupées formalisé dans un contrat d’objectifs a ainsi été signé par divers acteurs (EDF, RTE, région, départements...) en vue d’améliorer la maîtrise locale de l’énergie. Par ailleurs, les enjeux énergétiques sont également structurés par la contestation de plusieurs projets locaux dont deux projets d’implantation de lignes Très Haute Tension.

Les enquêtés ont ici été recrutés suite à une enquête quantitative menée en région PACA auprès de mille deux cents personnes pour la société EDF : une base de trois cents candidats a été constituée, et suite à leur répartition selon leur proximité et leur connaissance des enjeux énergétiques et environnementaux, vingt et un répondants ont participé à une session de dix jours. Notons toutefois que le taux d’abandon est plus élevé pour le BBOL Paca (7 abandons sur 21, sur 10 jours) que pour le BBOL Présidentielle, peut-être précisément parce que l’enjeu paraît moins saillant que lorsqu’il est relayé, même faiblement, sur la scène nationale.

### 3. Des récits sur l’énergie structurés

Une des interrogations auquel le dispositif BBOL permet de répondre est de savoir ce que connaissent les « agents ordinaires » des enjeux énergétiques et de quelle manière ils utilisent ces éléments et les agencent dans des récits. Premier constat qui s’impose rapidement à l’analyse : les enjeux relatifs à l’énergie et à l’environnement n’apparaissent pas – sauf exception – en haut de la hiérarchie des enjeux. Le BBOL Présidentielle a montré à ce titre que les répondants acceptaient généralement le traitement secondaire de ces questions face à d’autres présentées comme tout à la fois plus conflictuelles, plus complexes à résoudre et plus fondamentales (l’emploi, le pouvoir d’achat, etc.). L’absence apparente de logique de conflictualisation pourrait laisser penser que les questions d’énergie sont donc faiblement politisées et sous-thématisées [13] ; le « citoyen ordinaire », conforme à sa définition d’avare cognitif [16, 17], n’y accorderait alors qu’une oreille distraite et épisodique. Pour le dire caricaturalement, le problème public n’étant pas structuré en apparence dans l’espace public car au bas de la hiérarchie des enjeux, il n’existerait pas – ou que peu – dans l’opinion.

Toutefois, le dispositif permet d’aborder les sujets sous des formats de politisation minimale ; et plutôt que de déposséder les enquêtés de leur parole en sollicitant d’eux des raisonnements ou des jugements « directement » politiques, des entrées par les trajectoires personnelles ou par la description de savoir-faire ont été valorisées. L’enracinement local ou les trajectoires personnelles ont été des moyens efficaces pour entrer progressivement dans des récits politiques d’ordre plus général, avec, par exemple, des questions sur les « petits gestes » au quotidien, centrés sur l’individu ou le foyer. Se dégage ainsi tout un vocabulaire domestique autour de la question du « faire » (installer du double vitrage, faire le tri sélectif, etc.). Afin de systématiser notre analyse, nous avons sollicité les approches de type *computer-assisted content analysis*, et notamment la méthode Alceste<sup>g</sup>. Pour le dire simplement, elle repère les cooccurrences des formes (c’est-à-dire des mots ramenés à leur racine par lemmatisation) et mesure leur proximité ou leur éloignement. Les mots sont ainsi classés dans leur contexte, et distingués des autres. L’analyse produit alors des classes homogènes qui regroupent les formes appartenant au même monde lexical : « Cette méthode permet donc à la fois de repérer ce qui se dit dans le corpus, c’est-à-dire de construire des mondes de formes qui s’y répètent ; et de cartographier les relations entre ces mondes » [1].

---

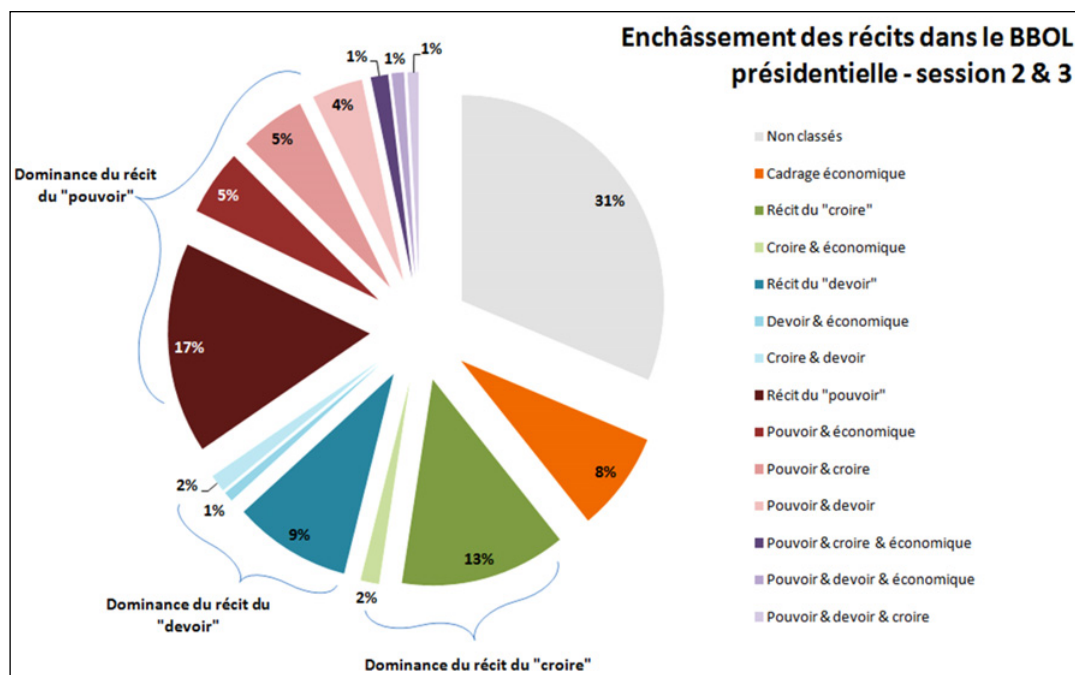
<sup>g</sup> Les détails de la réduction contrôlée des données que la méthode opère, de même que les limites de celle-ci n’entrent pas dans le cadre de ce travail. Nous renvoyons toutefois à LEBART & SALEM 1994.

Du fait de la méthode utilisée, il est difficile de comparer terme à terme les analyses portant sur mille trois cent soixante-huit réponses qualitatives sur trois sessions s'étalant elles-mêmes sur six mois (BBOL Présidentielle) et les quatre cent vingt-huit réponses du BBOL Paca. Toutefois, il en ressort de forts éléments communs :

- 1 – Tout d'abord, *le récit domestique du « faire »*, centré sur les gestes réalisés au quotidien, les équipements et pratiques dans le foyer, occupe une certaine place<sup>h</sup>. Il s'agit d'un récit peuplé d'objets : ampoules, appareils électroménagers, poubelle, cartons, etc., avec ses lieux (la « maison » en général, et la « cuisine » en particulier) et ses routines (faire le tri, faire le potager, vider la poubelle). La question de l'eau et de la lumière est couramment abordée sous l'angle de la surveillance (veiller à sa consommation mais aussi à l'évolution des prix) et du confort. À ce titre, ce discours illustre bien les trois principes développés par Elisabeth Shove : escalade (demande de confort en augmentation qualitative et quantitative permanente), standardisation (les standards s'homogénéisent) et résistance (luttés pour conserver ces standards et tensions internes au foyer) [28]. Les verbes les plus significatifs sont ici : chauffer, éteindre, isoler, habiter ou trier, et pronoms personnels comme déterminants renvoient au registre de l'intimité domestique : « dans », « ma », « mon », « nous », etc.
- 2 – Deuxième récit mais dont la taille varie fortement entre les deux forums : *un récit du « croire » autour des enjeux énergétiques dans le jeu électoral*. Nettement plus présent au cours de la campagne présidentielle, il est structuré autour des notions de programme, de candidat, de débat, de voix électorales... La mise en scène de l'accord entre EELV et le PS est décrite comme un véritable feuilleton avec ses épisodes, ses rebondissements, les acteurs « qui trahissent » ou ceux « qui mentent ». Moins saillant dans le BBOL Paca, il est néanmoins développé sous l'angle du débat citoyen et de la responsabilité des acteurs politiques à endosser les enjeux énergétiques. La figure de l'expert est introduite, tantôt décrit comme nécessaire à la prise de décision collective, tantôt décrié comme un agent au service de *lobbys*. Il s'agit dans les deux cas d'un récit très peuplé : Bayrou, Hollande, Hulot, Joly, Sarkozy, etc. ou encore Fukushima ou Grenelle de l'environnement où l'affect et la personnalisation sont centrales (surreprésentation des formes « je », « me » et des segments répétés « je pense », « je suis », « j'ai »).
- 3 – Le troisième récit, très normatif, s'apparente à *un discours du citoyen-consommateur responsable : c'est un métarécit du « devoir »* où les termes les plus surreprésentés sont « changement climatique », « humain » et « nature ». Il délaisse les acteurs et les lieux au profit de principes de protection et d'éducation (protéger et éduquer sont du reste les deux verbes les plus significatifs de ce discours). Les modalisateurs de but ou de cause tiennent une place importante : « à cause de », « de manière à », « en même temps », « surtout ». Il s'agit donc à la fois d'un récit démonstratif et normatif sous l'angle de la (l'auto)persuasion par les preuves (quels effets du réchauffement climatique ?, quelles preuves de l'épuisement des ressources fossiles ?) et par les principes (nécessité de trouver des solutions collectives et surtout de les faire appliquer à tous, nécessité de penser aux « générations futures »). Une de ses tensions réside dans le rapport entre le collectif (« notre », « nos », « nous ») et l'individu (« chacun », « tous »). Deux phrases illustratives de ce récit sont : « environnement rime avec citoyenneté » et « la génération actuelle n'a nullement le droit de sacrifier la planète afin d'assouvir sa soif de profit ».
- 4 – Dernier récit structuré à émerger, important en volume quel que soit le BBOL considéré, *celui du « pouvoir » autour des solutions à valoriser*. Il opère essentiellement par mise à distance, d'où la surreprésentation des formes « ils », « autre », « loin », « longtemps » et la force des

---

<sup>h</sup> Nous ne quantifierons pas cette « place » dans la mesure où, bien que la méthode Alceste permette d'estimer la taille de ce récit par rapport à d'autres (18 % pour BBOL Présidentielle, 11 % pour le BBOL Paca), celle-ci dépend de la construction statistique des classes Alceste, c'est-à-dire des seuils retenus par l'expérimentateur.



**Figure 1.** Le graphique présente la manière dont les récits s’enchâssent dans les réponses des sessions 2 et 3 du BBOL Présidentielle.

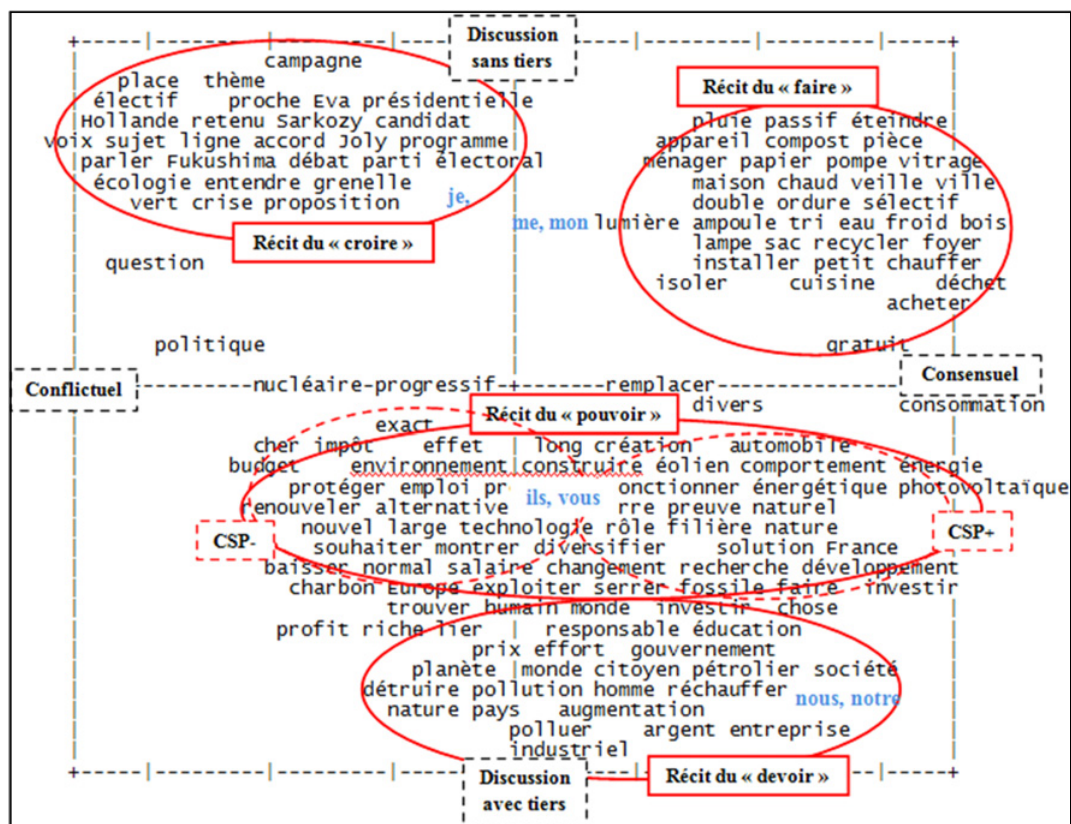
formes conditionnelles (« si... alors»). Les verbes illustratifs de ce récit sont nombreux : créer, trouver, exploiter, décider, faire, prendre, construire, diversifier, etc. Le cadrage économique y est important puisque trouver des solutions passe par le développement de nouvelles filières, le soutien à l’emploi, l’action des entreprises, le degré d’investissement des États, le soutien des politiques publiques, etc. « L’effort» et « la recherche» sont donc des éléments structurants de ce récit, de même que sa dimension collective.

- 5 – Notons enfin que « *faire bonne figure*», pour reprendre les mots de Goffman [19], occupe une place importante dans la gestion du BBOL par les enquêtés. Ainsi, pour le BBOL Présidentielle, près de 22 % des énoncés des répondants sont d’ordre purement phatique et concernent l’interaction avec le dispositif (son fonctionnement), l’enquêteur ou avec les autres enquêtés : appliquer ou rappeler les règles de bienséance d’une discussion (politesse, excuse, modération des propos, etc.). Si cela ne constitue pas un récit au sens où nous l’avons défini, il est intéressant de relever la force d’un discours d’entretien de l’interaction.

Quoique identifiés isolément par l’analyse statistique, ces récits ne sont pas complètement autonomes les uns des autres. En effet, les individus interrogés entremêlent en permanence des éléments de ces quatre récits, venant ainsi parfois commodément nourrir leur point de vue, et parfois soulignant les situations contradictoires auxquelles ils sont soumis. Schématiquement : « je sais que je *devrais*... mais à la maison, je ne *peux* pas...» ou « je *crois* que tel candidat *peut* vraiment... car pour *pouvoir* agir, il faudrait...». La figure 1 illustre cet enchâssement des récits à propos des réponses aux sessions 2 & 3 du BBOL Présidentielle (N = 926)<sup>i</sup>.

<sup>i</sup> Recodage manuel des 926 réponses depuis Sphinx Lexica. Les « non-classées» regroupent notamment les éléments relevant du discours phatique ainsi que du récit domestique du « faire», exclu du recodage pour des raisons que nous ne développons pas ici.





**Figure 2.** Présentation graphique de l'analyse factorielle des classes Alceste après classification descendante hiérarchique pour le BBOL Présidentielle. Axe horizontal (1<sup>er</sup> facteur) V.P. = 0.3808 (36,63 % de l'inertie) ; axe vertical (2<sup>e</sup> facteur) V.P. = 0.2562 (24,65 % de l'inertie).

#### 4. Des interactions et des scènes

Autre force et probablement apport majeur du dispositif d'enquête tel qu'il a été conçu, le BBOL permet de faire varier la publicité des scènes d'expression. Certains jours étaient ainsi consacrés à répondre à des sujets « en privé » ou plus exactement avec l'enquêteur comme seul interlocuteur visible ; à l'inverse, d'autres nécessitaient de répondre à des sujets publiquement, donc d'afficher sa réponse devant les autres enquêtés, et risquer ainsi de la voir discutée et critiquée. Le dispositif différençait donc une phase de discussion sans tiers public et avec tiers public<sup>1</sup>.

La figure 2 permet de visualiser les résultats de l'analyse réalisée sur le BBOL Présidentielle. Il illustre graphiquement un certain nombre d'éléments. Tout d'abord, le récit du « croire » – et le résultat est identique pour le BBOL Paca – est un récit d'ordre privé. Il se tient sur des scènes de moindre publicité car les enquêtés, tout en étant prêts à se livrer à l'enquêteur, le discutent peu entre eux. Pour l'essentiel, celui du « faire » se tient également dans les mêmes scènes, comme si on ne pouvait discuter

<sup>1</sup> Le BBOL Présidentielle différençait ces deux moments seuls, le BBOL Paca introduisait une étape supplémentaire : lors de la phase avec tiers public, un premier moment permettait de discuter en petits groupes constitués sur des bases affinitaires, un second moment rassemblait tous les enquêtés collectivement.

de l'intimité domestique qu'avec un nombre de tiers restreint. À l'inverse, les récits du « pouvoir » et du « devoir » sont abordés couramment dans les scènes où le degré de publicité est plus important. Les individus entrent alors dans des séries d'interactions multiples ; ils sont prêts et se sentent autorisés à discuter leurs points de vue. Symétriquement, on constate qu'un certain nombre d'éléments de ces récits, et pour certains des récits entiers, font l'objet de plus ou moins de consensus.

Le récit du « croire » est ici illustratif : développé autour de l'individualité du « je » et émaillé de modalisateurs affectifs, c'est un récit que les enquêtés ne discutent collectivement qu'à la marge. S'ils acceptent de faire part de leurs idées politiques et de leurs opinions sur la campagne, le degré de publicité est donc minimal. Or, à défaut de l'être réellement puisqu'il n'est pas discuté à proprement parler, il s'agit d'un récit *présenté comme* conflictuel. Ainsi, presque paradoxalement, questionner les enjeux énergétiques sous l'angle de leur traduction en termes de *policies* revient à les inscrire au cœur du jeu politique et de l'opinion traditionnellement conçue comme individuelle et intériorisée, tout en les déplaçant en dehors du champ des problèmes publics. Ce phénomène illustre bien « *l'évaporation du politique* » déjà décrit par Nina Eliasoph [15] : « *l'esprit public* » quitte la politique. Puisqu'il apparaît inconvenant d'en discuter en public, les citoyens interrogés se mettent en défaut de traiter publiquement ces enjeux sous cet angle au risque de se mettre en danger :

- Alain : *Oui Sylvie, je suis personnellement très satisfait de Sarkozy.* (sic)
- Sylvie : *Sans commentaire. Mais écris au moins son nom sans l'écorcher...*

Inversement, le rapport au récit du « faire » est relativement pacifié : les enquêtés décrivent leurs modes de vie, éventuellement un idéal ; et lorsque ce récit est traité collectivement, ces descriptions ne font pas l'objet de remise en cause fondamentale de la part des tiers.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne les récits du « devoir » et du « pouvoir ». L'un comme l'autre sont abordés devant l'enquêteur et discutés devant des tiers multiples : les enquêtés acceptent ainsi de soumettre leur point de vue à la critique. Dans le premier cas, le récit est construit sur une montée en généralité et la mobilisation d'un « nous » porteur de la communauté politique. Dans l'ensemble, le récit du « devoir » est ainsi majoritairement consensuel et les enquêtés peuvent s'accorder sur les principes à défendre : protéger l'environnement, être un « bon » citoyen, penser aux générations futures. Il s'agit du récit le plus normatif qui ressorte à l'analyse : fondant le collectif, il est aussi celui qui souffre le moins la critique. Et lorsque des points de vue divergents sont émis (sur un mode mineur), ils sont traités par l'indifférence ou sont « corrigés ». Dans le BBOL Présidentielle, un enquêté a joué le rôle de « trublion », soulignant les incohérences des autres, marquant d'ironie certaines pratiques ou opinions, etc. Lorsqu'il a ainsi critiqué ce « devoir », quelques enquêtés sont intervenus pour recadrer la norme et entreprendre de le persuader :

- Alain : *L'environnement a surtout besoin qu'on lui foute la paix.*
- Valérie : *Que la protection de l'environnement ait un coût à l'échelle nationale et planétaire, c'est sûr. Mais pour chacun d'entre nous, ce sont des économies en perspective si nous recyclons nos déchets, si nous réduisons notre consommation d'électricité, si nous ne mangeons pas des tomates en décembre, si nous éteignons nous appareils plutôt que de les mettre en veille, et j'en passe. Chacun peut et doit agir à son niveau !*

Par sa construction même, le BBOL n'est pas un dispositif qui met en avant le conflit ; bien au contraire, les enquêtés sont amenés à régler leurs différents par un échange respectueux. Il n'y a donc pas d'exemple de moment réellement conflictuel. Dans le cas où un enquêté se sent en désaccord, il adopte une attitude d'*exit* pour reprendre les termes d'Hirschman, et rompt l'interaction [21]. Toutefois les situations de *voice* sont nombreuses : le dissensus peut donc être exprimé. Le récit du « pouvoir » donne ainsi l'exemple d'un discours ouvertement dissensuel et lié à l'ancrage social des individus. Il peut se décomposer en deux sous-récits. Le premier, fortement cadré par l'économie et parfois anxigène, aborde les enjeux énergétiques sous l'angle de la fiscalité et de l'emploi. Les enquêtés qui tiennent ce

discours soulignent les risques liés à la cherté des carburants, aux conséquences pour la compétitivité des entreprises ou l'action de l'État (augmentation des impôts) et les lient à la peur de perdre leur emploi dans un contexte de crise. C'est donc un sous-récit peuplé d'acteurs antagonistes entre *lobbys*, entreprises et État ou régions du monde (Chine, Europe, USA) en compétition : « *les prix augmentent, les pétroliers font des bénéfices mais on est obligé de rouler et de consommer de l'essence* ». Dans ce cadre, l'action collective est perçue comme défailante ou inefficace – quand elle est même perçue. Face à des acteurs qui agissent par « *égoïsme* », l'action individuelle apparaît comme le seul rempart : « *si chacun fait un peu à son échelle* ». À l'inverse, le second sous-récit est moins affectif quoique toujours discuté dans ses modalités. Il développe les notions d'alternatives dans les filières, articule emplois nouveaux, recherche et développement et solutions durables. Construire et diversifier sont deux verbes ainsi valorisés : « *Tout d'abord, étudier avec sérénité comment sortir du nucléaire donc comment utiliser intelligemment les énergies renouvelables* » ; « *ce développement peut engendrer de nouveaux emplois : chercheurs, techniciens, industriels, commerciaux* ».

Le premier sous-récit du « pouvoir » est essentiellement porté par des enquêtés dont les catégories socioprofessionnelles sont faibles, par des inactifs (hors retraités), par des locataires et par des citoyens inquiets de la mondialisation économique et favorables à des formes d'étatisme et de protectionnisme. Inversement, le second sous-récit est le fait de catégories socioprofessionnelles supérieures et de propriétaires, insérés économiquement. Le dissensus sur le récit du « pouvoir » tient donc autant au fait que les enquêtés s'opposent individuellement dans les solutions à apporter, qu'au fait que la structuration du problème public n'est pas perçue de la même manière selon les groupes sociaux. Ce constat tend à réaffirmer les arguments de Basil Bernstein [3] : avec la CSP augmente la capacité à donner son avis mais également la nature de l'argumentation ou l'élaboration du code utilisé.

## 5. Conclusion

L'analyse des discours de l'énergie fait ressortir une richesse des opinions nettement plus élaborée que ce que les sondages d'opinion illustrent habituellement. De fait, quatre récits majeurs semblent structurés dans l'espace public à ce jour sur les enjeux énergétiques ; quatre récits, souvent entremêlés, dont les modalités varient selon le degré de publicité dont ils font l'objet et le degré de consensus. Politique au sens fort, le récit du « croire » est ainsi mis hors du champ de la discussion publique à cause de sa conflictualité supposée. Moins central, celui du « faire » est pourtant un récit structuré, relativement consensuel, et une bonne entrée pour aborder les questions d'énergie. Les deux récits ouvertement mis à la discussion, celui du « devoir » et celui du « pouvoir », font l'objet d'un traitement différencié. Normatif et généralement consensuel, le premier a l'ambition d'incarner un collectif qui s'impose à mesure que le dissensus perd de sa force. Étudier le vocabulaire de la stigmatisation associé à ce récit ou observer la manière dont les interactions entre acteurs engagés (les « *croisés* » [2]) et les autres permettent l'acquisition et la diffusion normative sont donc des pistes de travail potentiel. Le second discours, moins consensuel, distingue deux sous-discours socialement marqués. La perception des solutions à apporter aux enjeux énergétiques semble ainsi varier selon les groupes sociaux, notamment par le biais de leurs habitudes linguistiques.

À la lecture de ces éléments, l'individu, en tant que citoyen, consommateur et usager, semble donc dépendre de trois éléments : la structuration des questions d'énergie comme problème public (quelle force normative des enjeux énergétiques, quel portage par les acteurs politiques, quelle présence dans les arènes de discussion publique ?) ; l'environnement porteur de dispositifs sociotechniques contraignants (quelles solutions valorisées par quels acteurs, quelles politiques publiques sont connues, jusqu'à quel point les individus en perçoivent l'utilité ou la pertinence ?) ; l'appartenance socioprofessionnelle des individus (comment la situation sociale vécue au quotidien oriente la manière de penser les questions d'énergie, quels recours offre-t-elle ?). Afin de prolonger ce travail, il nous semblerait donc pertinent de voir la manière dont les « citoyens ordinaires » articulent compétences

politiques, telles que décrites dans les corpus de science politique, et compétence linguistique (richesse ou variété des vocabulaires par exemple) ou discursive (capacité à reproduire les récits publics et à endosser les formes de stigmatisation qui découlent de leur violation).

## Références

- [1] G. Bastin, *Dix années d'internet dans les médias*, rapport d'Autrans, Grenoble (2006)
- [2] H.S. Becker, *Outsiders*, Paris, Métailié (1985)
- [3] B. Bernstein, *Langage et classes sociales*, Paris, Minuit (1975)
- [4] L. Blondiaux, Y. Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, **57** (15), pp. 17-35 (2002)
- [5] L. Boltanski, L. Thévenot, *De la justification*, Paris, Gallimard (1991)
- [6] P. Bourdieu, *La distinction*, Paris, Minuit (1979)
- [7] D. Boy, M. Brugidou, C. Halpern, P. Lascoumes, *Le Grenelle de l'environnement : Acteurs, discours, effets*, Paris, Armand Colin (2012)
- [8] Brouard *et al.*, « Les Français et le nucléaire pendant la campagne présidentielle 2012 », in O. Duhamel, E. Lecerf (dir.), *L'état de l'Opinion 2013*, Paris, Seuil (2013)
- [9] M. Brugidou, *L'opinion et ses publics*, Paris, Presses de Science Po (2008)
- [10] M. Brugidou, I. Moussaoui, "From the Energy Policies to the Energy-related Practices in France", in S. Fudge, M. Peters (dir.), *International Approaches to Behaviour Change: The Global Challenge to Encouraging Sustainable Lifestyles*, London, Edward Elgar Publishing Ltd (2014) (à paraître)
- [11] J. Dewey, *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard (2008) (1927)
- [12] J. Dryzek, *Deliberative Democracy and Beyond*, Oxford, Oxford University Press (2002)
- [13] S. Duschenes, F. Haegel, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, **54**, (6), pp. 877-909 (2004)
- [14] N. Elias, *La société des individus*, Paris, Fayard (1991)
- [15] N. Eliasoph, *L'évitement du politique*, Paris, Economica (1998)
- [16] S.T. Fiske, S.E. Taylor, *Social cognition*, New York, McGraw-Hill (1991)
- [17] D. Gaxie, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, **57** (6), pp. 737-757 (2007)
- [18] J. Gerslté, C. Piar, « Chapitre 1 : Les campagnes dans l'information télévisée », in P. Perrineau, *Le vote de rupture*, Presses de Sciences Po, pp. 21-50 (2008)
- [19] E. Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit (1974)
- [20] J. Gusfield, *La culture des problèmes publics*, Paris, Economica (2009) (1981)
- [21] A.O. Hirschman, *Exit, loyalty, voice*, Bruxelles, Éditions de l'ULB (1995)
- [22] L. Lebart, A. Salem, *Statistique textuelle*, Paris, Dunod (1994)
- [23] Observatoire régional de l'énergie PACA, *Atlas des énergies en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, 2012
- [24] E. Noëlle Neumann, *The Spiral of Silence: Public Opinion, our social skin*, Chicago, The University Press of Chicago (1993)
- [25] É. Pautard, *Vers la sobriété électrique, politiques de maîtrise des consommations et pratiques domestiques*, thèse de sociologie, Université Toulouse II-Le Mirail (2009)
- [26] C. Perelman, L. Olbrechts-Tyteca, *Traité de l'argumentation*, Bruxelles, Éditions de l'ULB (2008)
- [27] S. Proulx, « Les communautés virtuelles : ce qui fait le lien » in S. Proulx, L. Poissant et M. Sénécal, *Communautés virtuelles. Penser et agir en réseau*, Université de Laval, pp. 13-26 (2006)
- [28] E. Shove, *Comfort, Cleanliness + Convenience*, Oxford, Berg (2003)
- [29] J. Stoetzel, *Théorie des opinions*, Paris, L'Harmattan (2006) (1943)

- [30] J. Talpin, « Ces moments qui façonnent les hommes», *Revue française de science politique*, **60** (1), pp. 91-115 (2010)
- [31] J. Zaller, « Repenser l'opinion», extrait de *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Hermès, **31**, pp. 223-232 (2011)
- [32] J. Zask, *L'opinion publique et son double*, Paris, L'Harmattan (2000)